LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 17 avril 2025

Lors de la causerie j'ai oublié de terminer un paragraphe, tant pis !

Il se peut que je me repose un peu ou que je lève le pied, pour suivre les derniers développements de la situation mondiale, j'ai fourni un effort considérable qui n'est plus de mon âge, hélas ! J'ai besoin de repos, à force de me livrer à des excès, la machine peine à suivre, j'ai besoin de faire des exercices, le cœur et le cerveau fonctionnent normalement, les yeux, la carcasse et les articulations, les poumons beaucoup moins, je dois les ménager.

Mes lecteurs s'en tapent éperdument, j'en ai bien conscience. On vit dans un monde merveilleux décidément. Je réalise ces causeries pour ne pas finir vieux con, et parce que baignant quotidiennement dans un océan de misère humaine (en Inde), je ne peux pas me résoudre à l'indifférence, à être réduit à l'état de spectateur ou d'impuissance, je dois agir, et tant pis si cela ne sert à rien, j'aurais au moins fait mon devoir, c'est tout.

Trompette dans un verre de bourbon, disais-je ? Suite.

La Bourse ou la vie : Champagne, c'est à nouveau « *l'euphorie* » sur les marchés depuis lundi 14 avril, chouette la vie va pouvoir continuer comme avant !

Et tant pis pour ceux qui ont des conditions d'existence misérables ou qui sont sacrifiés (Les Palestiniens, Syriens, Libyens, Irakiens, Soudanais, Somaliens, etc. ou le pauvre du coin.), j'ai ma bonne conscience pour moi et j'emmerde le reste du monde, c'est l'essentiel à défaut de conscience tout court...

La vraie tempête pourrait prendre la forme d'un racket, un vol, un braquage, un brigandage, un hold-up mondial.

J-C – Voyons ce qu'ils en pensent au pays des banques, en Suisse.

Trump veut piocher dans l'épargne mondiale pour financer la dette américaine - tdg.ch 14 avril 2025

L'administration Trump serait sur le point de jouer une autre partition. Elle chercherait à faire financer sa dette par l'étranger. Les droits de douane annoncés par Trump, puis leur gel partiel pendant 90 jours, en seraient l'un des rouages. On négocierait donc en secret.

Au final, les États-Unis chercheraient à émettre de la dette avec un intérêt de 0% à une échéance de 100 ans. Et voudrait tordre le bras des Européens et du reste du monde pour y souscrire. Un jeu d'écriture comptable. *«C'est tout à fait possible, estime Anton Sussland, conseiller indépendant en investissement. Pour les Américains, ça enlèverait les paiements d'intérêts et le coût pourrait être faible pour les Européens s'ils faisaient un simple swap (ndlr: échanger une échéance à court terme contre une échéance à long terme).»* En contrepartie, l'Amérique abandonnerait les droits de douane. *«C'est le genre de transaction que Trump apprécierait sans doute»,* ajoute le financier. Alors pourquoi de telles craintes dans les marchés?

Les investisseurs commencent à douter de la stabilité financière des États-Unis. En quelques séances, les taux sur les bons du Trésor américain ont grimpé de 4 à 4,5%. Et les épargnants étrangers ayant investi dans ces titres d'y laisser quelques plumes supplémentaires, leurs placements perdant de la valeur.

Les taxes de Trump sur le commerce mondial ont ouvert une boîte de Pandore. Il a remis au centre des radars les risques liés au lourd endettement des États-Unis. *«Le paiement des intérêts sur la dette américaine de 33'000 milliards avoisine les 1000 milliards de dollars par an»,* rappelle Anton Sussland. Dans le détail, cette dette équivaut à 120% du produit intérieur brut (PIB) américain et le coût moyen pour la financer se monte à 3,2%. Intenable à terme.

Un expert des marchés juge la chose plausible. *«Je crois totalement à l'émission de dette à 100 ans par les Américains à un taux de 0%»,* assène Alessandro Mauceri, directeur du gérant indépendant Memento. Selon lui, les tarifs annoncés seraient bien un moyen pour Trump de négocier d'autres accords, *«car les États-Unis sont dans une situation de surendettement massif et ne peuvent plus continuer cette fuite en avant».*

Aujourd'hui, la marge de manœuvre de Trump pour négocier existe. Car les taxes douanières restent lourdes, et ce, malgré le recul partiel de Trump. *«Les tarifs chinois sur les États-Unis sont de 147,6% et ceux sur le reste du monde de 6,5%»,* calcule Arthur Jurus, responsable des investissements pour la banque privée ODDO BHF Suisse. De leur côté, les taxes américaines sur la Chine avoisinent les 135% % et celles ponctionnant le reste de la planète atteignent 10,5%.

Si cette émission de dette à 0% peut étonner, cela est loin d'être impossible. *«On peut supposer que cette dette «zéro coupon» soit intégrée dans des produits obligataires, par exemple de géants de l'investissement comme PIMCO ou BlackRock, ce qui les rendra disponibles auprès de fonds semi-publics (ndlr: AVS, Caisse des dépôts en France, etc.), des caisses de pension ou de fonds obligataires de banques»,* confie Arthur Jurus.

D'autres experts ne sont pas d'accord. *«Les États-Unis peuvent émettre tous les types de dette qu'ils veulent, encore faut-il trouver preneur»,* rappelle Cédric Tille, professeur d'économie à l'IHEID à Genève. L'économiste met en avant les risques que cela pourrait impliquer pour les marchés obligataires. *«Une conversion unilatérale en obligations à 100 ans serait de fait un défaut de paiement»,* assure-t-il. Selon lui, les taux d'intérêt sur la dette de États-Unis grimperaient fortement, *«impliquant une chute de la valeur de marché des obligations existantes, y compris pour celles détenues par les institutions financières américaines (ndlr: la moitié de la dette totale environ)».* En clair, le serpent se mordrait la queue.

Cela pourrait déclencher un krach mondial. Et le dollar plongerait davantage.

De son côté, Alessandro Mauceri confirme et signe, le scénario est plausible pour lui. «*S'ils arrivent à faire ceci, ce serait un hold-up planétaire où Trump «confisquerait» l'épargne du monde entier pendant les cent prochaines années.*» Le billet vert n'a pas fini d'inquiéter. tdg.ch 14 avril 2025

Voyons comment cela pourrait se traduire concrètement sur la base du «*modèle russe*».

Lu.

Karl Polanyi, dans son ouvrage *La Grande Transformation* (publié il y a environ 80 ans), soutenait que les transformations économiques et sociales massives dont il avait été témoin au cours de sa vie – la fin du siècle de «*paix relative*» en Europe de 1815 à 1914, puis la descente dans la tourmente économique, le fascisme et la guerre, qui se poursuivait encore au moment de la publication du livre – n'avaient qu'une seule cause globale :

Avant le XIXe siècle, affirmait Polanyi, le «*mode d'existence*» humain (l'économie en tant que composante organique de la société) avait toujours été «*ancré*» dans la société et subordonné à la politique, aux coutumes, à la religion et aux relations sociales locales, c'est-à-dire subordonné à une culture civilisationnelle. La vie n'était pas traitée comme quelque chose de séparé, ni réduite à des particularités distinctes, mais considérée comme les parties d'un tout organique, c'est-à-dire de la vie elle-même.

Le nihilisme postmoderne (qui a dégénéré en néolibéralisme déréglementé des années 1980) a renversé cette logique. En tant que tel, il a constitué une rupture ontologique avec une grande partie de l'histoire. Non seulement il a séparé artificiellement le «*mode d'être*» économique du mode d'être politique et éthique, mais l'économie ouverte et libre (dans sa formulation d'Adam Smith) exigeait la subordination de la société à la logique abstraite du marché autorégulé. Pour Polanyi, cela «*signifiait rien de moins que le fonctionnement de la communauté comme un appendice du marché*», et rien de plus.

La réponse était clairement de redonner à la société sa place dominante au sein d'une communauté clairement humaine, c'est-à-dire de lui donner un sens à travers une culture vivante. En ce sens, Polanyi a également souligné le caractère territorial de la souveraineté, l'État-nation étant la condition souveraine préalable à l'exercice de la politique démocratique.

Polanyi aurait soutenu qu'en l'absence d'un retour à la vie elle-même comme pivot central de la politique, un retour de bâton violent était inévitable. Est-ce ce contrecoup que nous observons aujourd'hui ?

Lors d'une conférence d'industriels et d'entrepreneurs russes, le 18 mars 2025, Poutine a précisément évoqué une solution alternative pour la Russie, celle d'une «*économie nationale*». Poutine a souligné à la fois le siège imposé à l'État et la réponse russe à celui-ci, un modèle qui devrait être adopté par une grande partie du globe.

Il s'agit d'un mode de pensée économique déjà pratiqué par la Chine, qui avait anticipé la guerre des droits de douane de Trump.

Le discours de Poutine constitue, métaphoriquement parlant, le pendant financier de son discours du Forum de Munich sur la sécurité en 2007, dans lequel il acceptait le défi militaire posé par «*l'OTAN*»

collective». Le mois dernier, cependant, il est allé plus loin : Poutine a clairement déclaré que la Russie avait accepté le défi posé par l'ordre financier anglo-saxon de *«l'économie ouverte»*.

Dans un sens, le discours de Poutine n'avait rien de vraiment nouveau : il s'agissait du passage du modèle de *«l'économie ouverte»* à celui de *«l'économie nationale»*.

L'*«école de l'économie nationale»* (du XIXe siècle) affirmait que l'analyse d'Adam Smith, fortement axée sur l'individualisme et le cosmopolitisme, négligeait le rôle crucial de l'économie nationale.

Le résultat d'un libre-échange général ne serait pas une république universelle, mais au contraire une soumission universelle des pays les moins avancés aux puissances manufacturières et commerciales dominantes. Les partisans d'une économie nationale ont opposé à l'économie ouverte de Smith une *«économie fermée»* permettant aux industries naissantes de se développer et de devenir compétitives sur la scène mondiale.

«Ne vous faites aucune illusion : il n'y a rien au-delà de cette réalité», a averti Poutine devant les industriels russes réunis en mars 2025. *«Mettez vos illusions de côté»*, a-t-il déclaré aux délégués :

«Les sanctions et les restrictions sont aujourd'hui une réalité, tout comme la nouvelle spirale de rivalité économique qui s'est déjà déclenchée».

«Les sanctions ne sont ni temporaires ni ciblées ; elles constituent un mécanisme de pression systémique et stratégique contre notre pays. Indépendamment de l'évolution mondiale ou des changements dans l'ordre international, nos concurrents chercheront sans cesse à contraindre la Russie et à réduire ses capacités économiques et technologiques».

«Vous ne devez pas espérer une liberté totale du commerce, des paiements et des transferts de capitaux. Vous ne devez pas compter sur les mécanismes occidentaux pour protéger les droits des investisseurs et des entrepreneurs... Je ne parle pas de systèmes juridiques – ils n'existent tout simplement pas ! Ils n'existent que pour eux-mêmes ! C'est là le piège. Vous comprenez ? !»

Nos défis [russes] existent, «oui», a déclaré Poutine, *«mais les leurs sont également nombreux. La domination occidentale s'effrite. De nouveaux centres de croissance mondiale occupent désormais le devant de la scène»*.

Ces défis ne sont pas un *«problème»*, mais une opportunité, a fait valoir Poutine : nous donnerons la priorité à la production nationale et au développement des industries technologiques. L'ancien modèle est révolu. La production de pétrole et de gaz ne sera qu'un complément à une *«économie réelle»* largement autosuffisante et circulant à l'intérieur du pays, dont l'énergie ne sera plus le moteur. Nous sommes ouverts aux investissements occidentaux, mais uniquement à nos conditions, et le petit secteur *«ouvert»* de notre économie réelle, par ailleurs fermée et circulant en interne, continuera bien sûr à commercer avec nos partenaires des BRICS.

La Russie revient au modèle de l'économie nationale, a laissé entendre Poutine. *«Cela nous rend résistants aux sanctions et aux droits de douane»*. *«La Russie est également résistante aux incitations, car elle est autosuffisante en énergie et en matières premières»*, a déclaré Poutine. Un paradigme économique alternatif clair face à un ordre mondial en pleine désagrégation.

Enfin, quelques bons dommages, dommage qu'elles ne proviennent pas de notre camp, c'est révélateur...

Le PDG de Safran tourne le dos aux villes écologistes pour ses investissements - RT 16 avr. 2025

Cour suprême du Royaume-Uni : les femmes transgenres ne sont pas légalement des femmes - RT 16 avr. 2025

La Maison Blanche dit ignorer les journalistes qui mettent leurs pronoms de genre dans leur signature de courriel - RT 13 avr. 2025

S'ils osent tout, c'est parce qu'ils sont animés de mauvaises intentions.

Michel Barnier, ancien Premier ministre: "On ne peut pas gouverner sans dire la vérité" - BFMTV 15 avril 2025

Malgré «la menace» de Kallas, Fico réaffirme qu'il se rendra aux célébrations du 9 mai à Moscou - RT 15 avril 2025

Le bilan alarmant de Copernicus sur le climat en Europe en 2024, entre inondations et chaleurs records - Le HuffPost. 15 avril 2025

J-C – Pour fabriquer ce « *bilan alarmant* », vous savez comment ces malfaisants ont procédé, ils ont comparé ce qui s'est passé en 2024 à une période déterminée du passé, car s'ils avaient été au-delà dans le passé, on se serait aperçu que des phénomènes de la même ampleur ou davantage encore s'étaient déjà produits.

C'est assurément malhonnête comme procédé, eux, ils appellent cela une démonstration scientifique, en réalité, idéologique. Ils manipulent tout ce qu'ils touchent, le sachant, gare à ceux qui n'en ont pas encore pris conscience et qui les croiraient ou les écouteront, qui leur prêteront de bonnes intentions, ils en seront les premières victimes.

Lu.

- Les États-Unis sont désormais contraints de reculer, ce qui montre les limites de cette politique de Trump.

J-C - C'était prévisible, du coup on est en droit de se demander si ce n'était pas voulu, si c'était le cas, pourquoi ou plutôt pour qui, car tout le monde évoque un bras de fer ou un affrontement entre les États-Unis et la Chine, oubliant que l'enjeu n'est rien d'autre que les besoins et aspirations de 8 milliards d'hommes et de femmes.

En admettant que Trump en arrive à annuler les taxes douanières qu'il voulait imposer au monde entier, il y a bien une explication à tout ce remue-ménage, celle que j'ai fournie est trop générale.

On dit qu'il visait la Chine, je crois qu'il y a lieu de relativiser cet argument, du coup on doit chercher quel ennemi il ciblait, cela pourrait bien être les Américains qui sont trop endettés, qui ne produisent plus grand-chose, qui ne sont plus capable de produire tout en réalisant un taux de profit positif, qui consomment trop, qui ont un mode de vie trop élevé, qui vivent au-dessus de leur moyen, qui gaspillent et détruisent dans la spéculation des sommes gigantesques, le tout conduisant le pays à la faillite ou plutôt signifiant qu'il a atteint ce stade depuis longtemps déjà, réduit à survivre artificiellement en ponctionnant ou pillant les richesses du reste du monde ou en étant perpétuellement en guerre contre tous les peuples, dont le peuple américain.

Des dizaines de millions d'Américains sont réduits à la précarité absolue, à la pauvreté, voire à la misère noire, des millions parmi ceux qui travaillent doivent cumuler plusieurs emplois tant leurs salaires ou moyens d'existence sont misérables, des millions ont des conditions de vie épouvantable, tous sont lourdement endettés, du coup ils sont angoissés et en mauvaise santé, alcoolisés, drogués, réduits à prendre des substances opiacées pour réduire leurs souffrances de tout ordre, littéralement harcelés et abrutis par des médias leur proposant des programmes toujours plus médiocres ou débiles, tout est fait pour les fragiliser psychologiquement ou les détraquer, les rendre fous, privilégier leurs pulsions primaires, de sorte que leur comportement soit ramené à celui d'une bête sauvage, malade, traquée, qui ne réagissent plus qu'émotionnellement selon son instinct sans réfléchir, selon un mode programmé dont ils ne peuvent plus se déconnecter sans déclenchez chez eux une crise de schizophrénie qui se traduit par un excès de violence incontrôlable qui peut être orientée vers le premier bouc émissaire venu ou qu'on leur aura désigné, l'Arabe, le musulman, le migrant ou l'immigré, le Russe, le Chinois, l'étranger, un malheureux virus ou le CO2...

Dans ce pays qui compte 343 millions d'habitants, il y a 835 milliardaires et 22 millions de millionnaires, ils ont confisqués les richesses du pays, ils détiennent la planche à billets, le pouvoir politique et les institutions américaines, et ils influencent le cours de la situation mondiale...

Des petites phrases relevées ici ou là.

- La visite de Xi Jinping en Asie du Sud-Est vise à faire apparaître la Chine comme un partenaire de confiance, stable, contrairement aux Etats-Unis. « *Nos deux pays doivent fermement préserver le système commercial multilatéral, la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales ainsi qu'un environnement international d'ouverture et de coopération* », a écrit le président chinois à l'adresse des Etats-Unis, dans un article publié par le journal vietnamien Nhan Dan. « *Une guerre commerciale et une guerre tarifaire ne produisent aucun gagnant, et le protectionnisme ne mène nulle part* », a-t-il également souligné. 20minutes.fr 14 avril 2025

- Les Bourses européennes soulagées par l'exemption sur la techEn Asie aussi, les Bourses « *soulagées* ».

- Et le dollar continue sa chute.

- Le marchandage dans son acception la plus basique avec à la clé, l'usage du chantage...

Quelques données sur l'économie américaine.

- Les investisseurs étrangers détiennent environ 20 % des actions américaines, 30 % des bons du Trésor américain et 30 % des obligations d'entreprises.

- La dette des entreprises américaines (hors sociétés financières) a atteint 46% du PIB (30.000 milliards de dollars) des Etats-Unis (Source : Capital)

La dette totale des ménages a atteint 18 040 milliards de dollars fin décembre 2024 (Source : newyorkfed-org.)

- Editorial. Les droits de douane vont finir par apparaître pour ce qu'ils sont: une promesse électorale imbécile, démagogique impossible à mettre en œuvre; si c'est le cas, alors la crédibilité de tout l'édifice Trumpien peut s'écrouler. - brunobertez.com 12 avril 2025

Pour l'instant c'est Trump qui perd sur tous les fronts:

« *Les marchés s'effondrent alors que les problèmes liés à la guerre tarifaire alimentent la fuite devant les actifs américains.* »

« *La liquidation des bons du Trésor américain s'intensifie alors que le statut de « valeur refuge » est remis en question.* »

« *La liquidation des bons du Trésor s'intensifie alors que les investisseurs se détournent des obligations américaines à long terme.* »

« *La hausse des rendements des bons du Trésor à 30 ans observée lundi suggère des doutes quant à la sécurité des actifs américains.* »

« *La vente massive d'obligations américaines est un autre écho inquiétant du fiasco de Liz Truss.* »

Le désendettement de la semaine passée n'avait rien de « normal » il n'était rien de moins que systémique et il fallait qu'il le soit pour que Trump soit obligé de mettre piteusement un genou à terre.

Trump et ses alliés en ont été réduits à mentir en prétendant que 70 pays avaient cédé à l'épreuve de force et étaient prêts à négocier, ce qui est faux et archi faux.

Cela le conduit aussi à prétendre être en train de former une alliance derrière lui contre la Chine.

Il ne cesse reculer et de retirer des produits de sa liste de taxes; c'en est déjà fini de la cohérence de son plan de collecter 500 milliards de droits de douane pour réduire le déficit et financer des baisses d'impôts. C'en est fini de l'essentiel de sa réindustrialisation!

Les exemptions suggèrent que l'administration Trump a cédé à la pression des grandes entreprises technologiques et des investisseurs. Des figures comme Elon Musk, en désaccord avec le conseiller commercial Peter Navarro, auraient influencé ces décisions, révélant des tensions internes.

Tout cela dilue son message de fermeté commerciale, surtout face à la Chine et montre que les décisions ont été insuffisamment préparées et qu'il s'agit en réalité de rododromades creuses.

Au plan des relations internationales c'est catastrophique : la pause de 90 jours sur les tarifs pour certains pays ouvre la porte à des négociations, au moment où la Chine cherche à rallier d'autres partenaires, comme l'UE, contre ce qu'elle qualifie de « *bullying* » américain.

Plus généralement, le chaos dans l'implémentation, les revirements rapides (tarifs imposés, puis suspendus ou exemptés) ont créé une confusion, illustrée par les déclarations contradictoires de l'administration. Cela nuit à la crédibilité des États-Unis comme partenaire commercial fiable.

Les droits de douane vont finir par apparaître pour ce qu'ils sont: une promesse électorale imbécile, démagogique impossible à mettre en œuvre; si c'est le cas, alors la crédibilité de tout l'édifice Trumpien peut s'écrouler car les droits de douane avec l'action du DOGE sont les mythes qui ont été construits pour faire croire à la soutenabilité de la politique budgétaire, ce qui rappelle le fiasco du désendettement de Liz Truss en octobre 2022, qui a vu l'éruption de panique bancaire et la mini-crise britannique.

La fin du mythe des droits de douane, accompagnée de celui des économies du DOGE pourraient être encore plus menaçant et porteurs de crise que l'épouvantail des droits de douane eux même!

Le vrai risque, l'épée de Damocles sur le monde c'est celui du désendettement, celui du deleveraging en chaîne.

Le désendettement va constituer un défi permanent au cours des mois à venir.

Les masses de capitaux en jeu sont colossales avec en plus l'inconnue japonaise du carry sur le yen totalement opaque.

Les rendements des bons du Trésor (29 000 milliards de dollars) à dix ans ont bondi de 50 pbs cette semaine, soit la plus forte hausse hebdomadaire depuis la semaine du 16 août 2001 – une hausse que Bloomberg avait qualifiée à l'époque de « *plus forte perte hebdomadaire depuis au moins 24 ans* ».

Le marché des valeurs du Trésor américain constitue le fondement, le sous bassement, la pierre angulaire de la finance mondiale et de la banque. Les structures des marchés américains et mondiaux présentent une fragilité structurelle que bien peu perçoivent même chez les gnomes.

Un lecteur :

- L'échec de Trump est patent et grave car il porte sur un élément central de sa campagne et arrive très tôt dans son mandat.

La question est maintenant politique : que va-t-il faire pour masquer et faire oublier un tel échec cinglant ? Je ne serais pas étonné que les États-Unis soient en guerre sur un théâtre ou une autre au moment des élections de midterm de 2027.

J-C - Ce stratagème n'aurait-il pas pu être conçu pour forcer les Américains à prendre conscience que leur train de vie était le problème et non le reste du monde, et que les nantis vont devoir le rectifier à la baisse de manière drastique, car il n'existe pas d'autre alternative, hormis la guerre dont ils ne veulent pas évidemment.

Le maintien d'un minimum de taxes douanières, la baisse des taux et du dollar combinée à un peu d'inflation pourrait leur procurer un peu de répit...

Peter Schiff - Chief Economist & Global Strategist - 12 avril 2025

Pendant des décennies, nous, Américains, avons vécu au-dessus de nos moyens en consommant bien plus que nous ne produisons.

Pour y parvenir, nous avons externalisé notre production, vendu des actifs et nous sommes endettés.

Des pays étrangers comme la Chine ont produit ce que nous n'avions pas produit, ont racheté nos actifs et nous ont prêté de l'argent.

Le résultat a été une baisse des prix à la consommation et des taux d'intérêt, ainsi qu'une hausse des cours boursiers.

Trump décrit cela comme une arnaque des étrangers, et il veut y mettre un terme immédiatement.

D'accord, mais comprenez ce que cela signifie.

Nous ne pouvons plus vivre au-dessus de nos moyens.

Nous devons cesser de dépenser et commencer à épargner.

Nous devons retrousser nos manches et retourner au travail. Les prix à la consommation et les taux d'intérêt vont flamber et notre bourse va s'effondrer.

Donc, pour l'instant, le scénario de base est celui d'un découplage non géré et désordonné.
brunoberte.com 12 avril 2025

J-C – A mon avis, c'est pour les apparences, il y a autre chose derrière et nous ne tarderons pas à être fixé pour le savoir.

J'ai d'autres idées que je n'ai pas encore exposées, parce que d'une part tout le monde s'en fout, il faut bien voir les choses en face, n'est-ce pas ? Et puis, je ne vois pas qui ici y comprendrait quelque chose, puisque tout le monde croit tout savoir mieux que les autres, ou dès qu'on avance une hypothèse, immédiatement on vous tombe dessus ou cela déclenche une polémique ou plutôt un procès d'intention au lieu de réfléchir ensemble. Pour tout dire, je suis excédé par cet état d'esprit vindicatif et médiocre qui révèle un égocentrisme outrancier et un niveau de bêtise affligeant, qu'il vaut mieux laisser là où ils sont. Participer à un échange de commentaires dans des blogs m'a appris beaucoup de choses en la matière.

Le grand marchandage planétaire se poursuit.

Guerre tarifaire : Trump a-t-il un plan B ? – RT 14 avr. 2025

L'imposition de droits de douane dans le but de rétablir l'équilibre commercial des États-Unis avec les autres pays a ébranlé les marchés, faisant craindre une récession, voire une dépression au niveau

mondial. Bien que Trump se soit rapidement mis à manœuvrer en précisant que tout restait flexible, personne n'ose prédire ce qui va se passer.

Les opinions et les pronostics ne sont généralement pas en faveur de Trump : les commentateurs sont certains que les États-Unis souffriront au moins autant que les autres. Les effets positifs pour l'économie américaine ne se feront sentir qu'à long terme. À court terme, il s'agirait plutôt d'un coup dur pour les consommateurs et la majorité des producteurs, d'une hausse de l'inflation, d'une capitalisation en déclin et ainsi de suite.

Washington Post : les États-Unis pourraient définir des conditions pour l'annulation des droits de douane RT 14 avr. 2025

Les États-Unis pourraient imposer un certain nombre de conditions aux pays qui souhaitent l'annulation des droits de douane américains, a rapporté le Washington Post, citant des sources. Selon le journal américain, Washington pourrait exiger d'« *augmenter les achats de gaz naturel auprès des entreprises américaines* » et de « *réduire les droits de douane sur les exportations américaines* ».

En outre, selon le quotidien américain, la Maison Blanche pourrait également insister sur la nécessité de « *réduire les impôts pour les géants de la technologie de la Silicon Valley* » ainsi que de prendre « *des engagements afin d'empêcher la Chine d'utiliser d'autres pays pour acheminer ses produits vers les États-Unis* ». « *Ce ne sont que quelques-unes des demandes que l'administration Trump devrait présenter lors de négociations avec des dizaines de pays qui tentent d'éviter les droits de douane élevés brièvement mis en place la semaine dernière* », a précisé le Washington Post.

Toutefois, certaines sources familières avec la question ont indiqué qu'une incertitude considérable demeurerait sur la forme exacte que pourraient prendre les accords entre les États-Unis et les pays soumis aux tarifs douaniers américains. En particulier, selon le journal américain, cette incertitude est liée aux objectifs peu clairs de Donald Trump, à savoir ce qu'il entend obtenir des autres pays.

Le 2 avril, Donald Trump a annoncé l'imposition de droits de douane sur plus de 200 pays et territoires. Le 9 avril, il a déclaré que les États-Unis faisaient une pause de 90 jours avant d'imposer des droits à plus de 75 pays. Toutefois, des tarifs douaniers de base de 10 % sont toujours en vigueur pour l'ensemble des pays.

Guerre commerciale: la Chine suspend l'exportation de métaux rares face aux tarifs américains - RT 14 avr. 2025

La Chine a suspendu l'exportation d'un large éventail de métaux des terres rares et d'aimants, un geste fort dans l'intensification du bras de fer commercial avec les États-Unis. Ces matériaux sont cruciaux pour la fabrication de moteurs électriques, de missiles, de drones, de véhicules ou encore de puces électroniques.

D'après *The New York Times*, les expéditions ont cessé depuis le 4 avril dans plusieurs ports chinois, alors que le gouvernement central met en place un nouveau système de contrôle des

exportations. Celui-ci exige désormais des licences spéciales pour exporter six métaux lourds et des aimants, dont 90 % de la production mondiale provient de Chine. Les entreprises étrangères devront patienter entre 45 et 60 jours, voire davantage, pour espérer obtenir ces autorisations.

Il ne s'agit pas d'une première. En 2010, un embargo similaire avait été imposé au Japon lors d'un différend territorial. Cette fois, les restrictions pourraient devenir permanentes pour certaines entreprises, notamment dans le secteur de la défense américaine, comme l'indiquent plusieurs experts cités par *The New York Times*.

La mesure chinoise menace directement les chaînes d'approvisionnement de constructeurs automobiles, d'industriels de l'aéronautique, de fabricants de semi-conducteurs et de sous-traitants militaires. Toujours selon *The New York Times*, « *les exportations de ces composants essentiels ont été bloquées dans plusieurs ports, et pourraient être définitivement coupées pour certaines entreprises américaines* ».

Michael Silver, PDG d'American Elements, a confié au même média que son entreprise avait anticipé cette crise en constituant des stocks, mais s'inquiète de la lenteur du processus de régulation. De son côté, Daniel Pickard, conseiller au Commerce américain, a averti : « *Cette interdiction d'exportation pourrait avoir des conséquences graves pour les États-Unis* ».

Certains ports chinois exigeraient désormais des tests pour prouver que les aimants ne contiennent pas de métaux lourds avant de les autoriser à l'exportation, selon *The New York Times*. Ce durcissement réglementaire pourrait exclure plusieurs clients occidentaux, y compris des sous-traitants du Pentagone.

Les restrictions imposées par la Chine touchent particulièrement les métaux lourds rares comme le dysprosium ou le terbium, essentiels dans la fabrication de moteurs à haute performance. *The Independent* souligne que si l'embargo dure plus de deux mois, les stocks existants dans les pays occidentaux pourraient être épuisés, provoquant une crise d'approvisionnement majeure.

Pour l'économie chinoise, l'impact reste limité. Comme le souligne *The New York Times*, « *les aimants en terres rares représentent une part minime des exportations totales* », mais leur blocage a « *le potentiel de provoquer des conséquences significatives pour les États-Unis et d'autres pays* ».

J-C – Vous n'avez pas l'impression qu'ils nous distraient de l'essentiel ou qu'on est les otages d'une société hyper sophistiquée pour mieux nous asservir, dépendant pour survivre au quotidien de machines, smartphone et ordinateur qui ont une durée de vie très limitée...

Quand ils vous expliquent à leur manière la crise du capitalisme.

Lu.

En 2024, les exportations américaines de biens et de services vers la Chine se sont chiffrées à 199,2 milliards de dollars, et les importations en provenance de la Chine à 462,5 milliards de dollars, ce qui a entraîné un déficit commercial de 263,3 milliards de dollars. Dans la mesure où la balance commerciale bilatérale prédit quel camp «*gagnera*» dans une guerre commerciale, l'avantage réside dans l'économie excédentaire et non dans l'économie déficitaire. La Chine, le pays excédentaire, abandonne les ventes, qui ne sont que de l'argent ; les États-Unis, pays déficitaire, abandonnent des

biens et des services qu'ils ne produisent pas de manière compétitive ou pas du tout chez eux. L'argent est fongible : si vous perdez des revenus, vous pouvez réduire vos dépenses, trouver des ventes ailleurs, répartir le fardeau dans tout le pays ou puiser dans votre épargne (par exemple, en faisant des mesures de relance budgétaire). La Chine, comme la plupart des pays ayant des excédents commerciaux globaux, épargne plus qu'elle n'investit, ce qui signifie qu'elle a, dans un sens, trop d'épargne. L'ajustement serait relativement facile. Il n'y aurait pas de pénurie critique et il pourrait remplacer une grande partie de ce qu'il vend normalement aux États-Unis par des ventes intérieures ou à d'autres.

Les pays qui ont des déficits commerciaux globaux, comme les États-Unis, dépensent plus qu'ils n'épargnent. Dans les guerres commerciales, ils abandonnent ou réduisent l'offre de choses dont ils ont besoin (puisque les tarifs les font coûter plus cher), et ceux-ci ne sont pas aussi fongibles ou facilement substituables que l'argent. Par conséquent, l'impact se fait sentir dans des industries, des lieux ou des ménages spécifiques qui font face à des pénuries, parfois d'articles nécessaires, dont certains sont irremplaçables à court terme. Les pays déficitaires importent également des capitaux, ce qui rend les États-Unis plus vulnérables aux changements de sentiment quant à la fiabilité de leur gouvernement et à son attractivité en tant que lieu d'affaires. Lorsque l'administration Trump prendra des décisions capricieuses d'imposer une énorme augmentation d'impôts et une grande incertitude sur les chaînes d'approvisionnement des fabricants, il en résultera une réduction des investissements aux États-Unis, ce qui augmentera les taux d'intérêt sur sa dette.

Des déficits et de la domination

En bref, l'économie américaine souffrira énormément d'une guerre commerciale à grande échelle avec la Chine, que les niveaux actuels des droits de douane imposés par Trump, à plus de 100%, constituent certainement s'ils sont laissés en place. En fait, l'économie américaine souffrira plus que l'économie chinoise, et la souffrance ne fera qu'augmenter si les États-Unis s'intensifient. L'administration Trump pense peut-être qu'elle agit durement, mais en fait, elle met l'économie américaine à la merci de l'escalade chinoise.

Les États-Unis seront confrontés à des pénuries d'intrants critiques, allant des ingrédients de base de la plupart des produits pharmaceutiques aux semi-conducteurs bon marché utilisés dans les voitures et les appareils ménagers, en passant par les minéraux critiques pour les processus industriels, y compris la production d'armes. Le choc de l'offre résultant d'une réduction drastique ou d'une réduction à zéro des importations en provenance de Chine, comme Trump prétend vouloir le faire, signifierait la stagflation, le cauchemar macroéconomique observé dans les années 1970 et pendant la pandémie de COVID, lorsque l'économie s'est contractée et que l'inflation a augmenté simultanément. Dans une telle situation, qui est peut-être plus proche que beaucoup ne le pensent, la Réserve fédérale et les responsables de la politique budgétaire n'ont que des options terribles et peu de chances d'éviter le chômage, sauf en augmentant davantage l'inflation.

Lorsqu'il s'agit d'une vraie guerre, si vous avez des raisons d'avoir peur d'être envahi, il serait suicidaire de provoquer votre adversaire avant de vous être armé. C'est essentiellement ce que risque l'attaque économique de Trump : étant donné que l'économie américaine est entièrement dépendante des sources chinoises pour les biens vitaux (actions pharmaceutiques, puces électroniques bon marché, minéraux critiques), il est extrêmement imprudent de ne pas s'assurer d'autres fournisseurs ou une production nationale adéquate avant de couper le commerce. En faisant l'inverse, l'administration invite exactement le genre de dommages qu'elle dit vouloir prévenir.

Tout cela pourrait n'être qu'une tactique de négociation, en dépit des déclarations et des actions répétées de Trump et de Bessent. Mais même dans ces conditions, la stratégie fera plus de mal que

de bien. Comme je l'ai mis en garde dans Foreign Affairs en octobre dernier, le problème fondamental de l'approche économique de Trump est qu'elle devrait mettre à exécution suffisamment de menaces autodestructrices pour être crédible, ce qui signifie que les marchés et les ménages s'attendraient à une incertitude permanente. Les Américains et les étrangers investiraient moins plutôt que plus dans l'économie américaine, et ils ne feraient plus confiance au gouvernement américain pour respecter un accord, ce qui rendrait difficile la conclusion d'un règlement négocié ou d'un accord de désescalade. En conséquence, la capacité de production des États-Unis diminuerait au lieu de s'améliorer, ce qui ne ferait qu'accroître l'influence de la Chine et d'autres pays sur les États-Unis.

Lu.

Voici quelques chiffres cités par la revue Foreign Affairs, dans un article qui préconise une grande alliance internationale contre la Chine :

1. La puissance industrielle de la Chine est inégalée :

- 2x la part des États-Unis dans le secteur manufacturier en 2025
- 4x la part des États-Unis dans le secteur manufacturier d'ici 2030 (ONU)
- 2x la production d'électricité aux États-Unis
- 3x la production automobile aux États-Unis
- 13x la production d'acier américaine
- 20x la production de ciment aux États-Unis
- 200x la capacité de construction navale des États-Unis

2. La Chine progresse dans la chaîne de valeur :

Elle produit désormais environ :

- 50% des produits chimiques utilisés dans le monde
- 50% des navires du monde
- 67% des véhicules électriques dans le monde
- 75% des batteries du monde
- 80% des drones grand public dans le monde
- 90% des panneaux solaires du monde

- 90% des terres rares raffinées du monde

3. Elle s’empare de la prochaine révolution industrielle :

- La Chine a installé 50% des robots industriels du monde (7x plus que les États-Unis)
- Leader dans la technologie nucléaire de 4e génération
- Prévoit plus de 100 réacteurs nucléaires
- Dépasse les États-Unis en termes de brevets actifs et de publications les plus citées.

4. Et cela se transforme en avantage militaire :

- 1,5x le nombre total de navires de guerre américains d’ici 2030
- 65 nouveaux navires d’ici 2030 (435 en RPC contre 300 aux États-Unis)
- Leader dans l’hypersonique et la communication quantique
- Indigénisation des moteurs à réaction
- Construction de 100 chasseurs de 4ème génération par an.

Décryptage d’un évènement et la manipulation sordide dont il fit l’objet.

Les barbares russes auraient visé la population civile du centre-ville de Soumy faisant de nombreux morts et blessés parmi lesquels des civils et deux enfants, « *un jour où les gens vont à l’église: le dimanche des Rameaux* » dit le nazi Zelensky, sortez vos mouchoirs à l’effigie de l’OTAN/UE/ONU, à l’aide de "deux missiles balistiques Iskander-M/KN-23", excusez du peu. Bref, les Russes auraient décidé de se livrer délibérément à un massacre de civils ukrainiens. Qu’en est-il vraiment ?

Commençons par la désinformation, l’intox, la propagande de guerre de l’OTAN/UE/Macron.

Guerre en Ukraine : Ce qu’il faut savoir sur la frappe russe dans le centre-ville bondé de Soumy - 20minutes 14 avril 2025

La première frappe russe à Soumy a fait 34 morts et a été vivement condamnée par l’ONU, les Européens et les États-Unis. - AFP/Le Figaro 14 avril 2025

Ukraine: au moins 32 morts dans une frappe russe sur le centre-ville bondé de Soumy - AFP/information.tv5monde.com 13 avril 2025

Une frappe russe de missiles sur un centre-ville bondé en ce dimanche des Rameaux a tué au moins 32 personnes et en a blessé une centaine à Soumy, dans le nord-est de l'Ukraine, selon les secours locaux. AFP/information.tv5monde.com 13 avril 2025

Guerre en Ukraine: ce que l'on sait de la frappe russe meurtrière sur la ville de Soumy - BFMTV 13 avril 2025

Les gens ont été blessés *"en plein milieu de la rue, dans des voitures, les transports en commun, les maisons"*, décrivent les services d'urgence, alors que les opérations de secours se poursuivent.

Les autorités locales de Soumy ont publié des images de corps étendus dans la rue et de personnes courant se mettre à l'abri, de voitures en flammes et de civils blessés à terre. BFMTV 13 avril 2025

Les barbares n'ont pas tardé à réagir.

- Emmanuel Macron a appelé à *"des mesures fortes"* pour *"imposer un cessez-le-feu à la Russie"*. *"Cette guerre, chacun sait que c'est la Russie, seule, qui l'a voulue. Aujourd'hui, il est clair que c'est la Russie qui, seule, choisit de la poursuivre. Au mépris des vies humaines, du droit international et des offres diplomatiques du Président Trump"*, a déclaré le chef de l'État sur X.

"Il faut asphyxier l'économie russe", prône Jean-Noël Barrot après la frappe meurtrière à Soumy - tf1info.fr 14 avril 2025

- Le Premier ministre britannique Keir Starmer s'est dit lui « *consterné* » et a exigé que Vladimir Poutine « *accepte* » une trêve immédiate et sans conditions.

- Les États-Unis ont dénoncé une *"attaque"* qui *"dépasse toutes les limites de la décence"*. *"En tant qu'ancien responsable militaire, je sais ce que sont les frappes ciblées et ceci est inacceptable"*, a écrit l'émissaire américain pour l'Ukraine Keith Kellogg ce dimanche sur X. Le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio a lui qualifié l'attaque d'*"horrible"* et a fait part de ses condoléances aux victimes.

Précision.

« *Je pense que c'est horrible* », a réagi dimanche Donald Trump à bord de l'avion présidentiel Air Force One. Lui aussi a (dans un premier temps du moins) refusé d'imputer le bombardement à Moscou. Sans citer leur nom, il a estimé qu'il s'agissait d'« *une erreur* ». Une formulation qui, pour son homologue ukrainien, montre que « *le point de vue russe [est] prévalent aux Etats-Unis* ». Pour Jean-Sylvestre Mongrenier, expert en géopolitique et directeur de recherche à l'Institut Thomas-More, le président américain refuse bien « *d'incriminer* » la Russie en s'exprimant ainsi. 20minutes.fr 14 avril 2025

- Sur X, la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, a déploré après cette frappe "*un exemple horrible de l'intensification des frappes de la Russie, alors que l'Ukraine a accepté une trêve*".

- Le président du Conseil européen, Antonio Costa, a lui dénoncé sur X l'"*attaque de missile russe criminelle sur le centre-ville de Soumy*". "*La Russie poursuit sa campagne de violence, montrant une fois de plus que cette guerre n'existe et ne dure que parce qu'elle le décide*", a-t-il ajouté.

J-C- D'après vous, toutes ces ordures déplorent-elles la mort accidentelle de civils comme dans toute guerre, inévitable quand une armée se sert de sa propre population comme boucliers humaines, ou s'agissait-il de quelqu'un d'autres, c'est ce que nous allons voir immédiatement.

Maintenant passons à l'information, à la vérité des faits.

- RT. Ce 14 avril à la mi-journée, dans son communiqué d'activité quotidien, le ministère russe de la Défense avait annoncé avoir neutralisé « *plus de soixante militaires* » ukrainiens, via le tir de deux missiles balistiques contre « *les lieux d'une réunion du commandement* » d'un groupement de l'armée ukrainienne à Soumy. Les frappes ont visé le centre de congrès de l'université de Soumy où se déroulait à ce moment-là une cérémonie de remise de décorations aux combattants de la 117e brigade de défense territoriale, à l'occasion du septième anniversaire de sa création. Commentant cette frappe, le porte-parole du Kremlin a déclaré que l'armée russe frappait « *exclusivement des cibles militaires et quasi militaires* » en Ukraine. RT 14 avr. 2025

- AFP. La Russie renvoie la faute sur Kiev en l'accusant « *d'utiliser la population ukrainienne comme boucliers humains, en plaçant des installations militaires ou en organisant des événements auxquels participent des militaires au centre d'une ville densément peuplée* ». La Russie renvoie la faute sur Kiev en l'accusant « *d'utiliser la population ukrainienne comme boucliers humains, en plaçant des installations militaires ou en organisant des événements auxquels participent des militaires au centre d'une ville densément peuplée* ». AFP 14 avr. 2025

Mondialisation.ca - Au cours des dernières semaines et des derniers mois, l'oblast de Soumy a été particulièrement ciblé en raison du nombre et de la concentration d'actifs hautement prioritaires (en particulier les troupes étrangères). Ainsi, exécuter le récit selon lequel la Russie est censée « *cibler les civils* » est très utile pour la junte néo-nazie qui veut l'utiliser pour faire pression sur Moscou afin qu'elle réduise le nombre de frappes dans la zone contestée.

Cependant, il convient de noter que même des sources locales admettent que le récit officiel ne tient pas. À savoir, l'ancien député ukrainien Ihor Mosiychuk et (actuelle) Maryana Bezuglaya ont admis qu'une cérémonie de remise des prix aux forces du régime de Kiev était censée avoir lieu au moment de la frappe. Mosiychuk a précisé que les militaires de la 117e Brigade de défense territoriale étaient présents, ainsi que des civils, y compris des enfants (vraisemblablement leurs familles). Le maire de Konotop, Artem Semenikhin, a fait une déclaration publique sur Facebook, admettant également qu'une cérémonie de remise de prix a été organisée près du site, expliquant même que les soldats se sont cachés pendant la frappe de missiles. (Source : Par Drago Bosnic - Mondialisation.ca, 16 avril 2025)

- RT. La porte-parole du ministère russe des Affaires Étrangères, Maria Zakharova, a publié ce 16 avril un message détaillé sur Telegram revenant sur la frappe russe menée le 13 avril à Soumy contre un regroupement de l'état-major militaire ukrainien. Selon elle, ce n'est pas la frappe elle-

même qui pose problème, mais le fait que les responsables ukrainiens aient délibérément impliqué des civils dans cette réunion militaire, les exposant sciemment au danger. La porte-parole du ministère russe des Affaires Étrangères parle d'un « *crime de guerre* » commis par le régime de Kiev, qui serait « *évident même pour la population ukrainienne* ».

Elle s'appuie notamment sur des publications circulant dans l'espace numérique ukrainien, comme des nécrologies signalant la mort de plusieurs membres des forces armées, dont le colonel Iouri Ioula et un combattant nommé Vladimir Jerebtsov. Mais c'est surtout la déclaration officielle d'Artem Semenikhine, maire de Konotop, qui donne un poids particulier à ses accusations. Ce dernier accuse publiquement Vladimir Artioukh, chef de l'administration militaire régionale de Soumy, d'avoir organisé cette réunion de militaires en y faisant venir des femmes et des enfants. Maria Zakharova ajoute que même la députée de la Rada Mariana Bezouglaya a exigé des explications sur cette stratégie, qualifiée de « *tactique du bouclier humain* ».

En détail ou les autres éléments de preuve accusant l'armée ukrainienne.

Ukraine : une frappe russe sur une cérémonie militaire ukrainienne à Soumy provoque de lourdes pertes - RT 13 avr. 2025

La Russie reconnaît l'attaque meurtrière sur Soumy, affirmant avoir ciblé des militaires - AFP/fr.euronews.com 14 avril 2025

Le ministère russe de la Défense a admis avoir frappé la ville frontalière avec deux missiles Iskander-M, faisant des dizaines de victimes. "*Plus de 60 militaires ukrainiens ont été tués après que la cible a été atteinte*", a déclaré le ministère sans quelconque preuve à l'appui.

Sergueï Lavrov : La Russie a la preuve d'une «réunion» des forces armées ukrainiennes avec des militaires occidentaux à Soumy - RT 14 avr. 2025

Moscou possède des informations selon lesquelles, sur le site frappé par la Russie à Soumy le 13 avril, il y a eu une « *réunion* » de chefs militaires ukrainiens avec des militaires occidentaux, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, dans une interview accordée au journal russe Kommersant.

Il a également souligné que des militaires de pays de l'OTAN se trouvaient sur le territoire de l'Ukraine « *sous l'apparence de mercenaires* » entre autres. De plus, selon Sergueï Lavrov, ils « *dirigent* » des unités ukrainiennes.

Frappe à Soumy : l'une des victimes serait le commandant d'une unité de l'armée ukrainienne - RT 15 avr. 2025

Au lendemain de la frappe russe à Soumy, qui selon les autorités ukrainiennes aurait tué 35 personnes, dont 2 mineurs, et fait 117 blessés, des informations ont circulé dans les médias

ukrainiens concernant l'identité de victimes. Parmi elles figurerait le commandant de la 27e brigade de lance-roquettes.

Qui sont les victimes de la frappe russe à Soumy, dans le nord-est de l'Ukraine ? Ce 14 avril, plusieurs médias ukrainiens qui se sont penchés sur la question ont rapporté la publication, sur la page Facebook de l'administration militaire du district de Berdichev, de la nécrologie du colonel Yuri Yula.

Présenté comme le commandant adjoint de la 26e brigade d'artillerie basée dans cette ville de la région de Jytomyr, dans l'ouest de l'Ukraine, celui-ci aurait subi des blessures « *incompatibles avec la vie* » lors de l'attaque à Soumy.

Une information notamment reprise par Ukrayinska Pravda, qui renvoie vers le site du Conseil municipal de Berdichev.

Selon ce média ukrainien, Yula avait été nommé en 2023 à la tête de la 27e brigade de lance-roquettes, basée à Soumy.

La publication sur le site du Conseil municipal, tout comme celle sur le réseau social américain, a visiblement été supprimée depuis. Autre nécrologie de soldat à circuler, celle de Volodymyr Zherebtsov, 37 ans, originaire de la région de Tchernigov dans le nord de l'Ukraine. RT 15 avr. 2025

Tous ceux qui ont accusé la Russie d'avoir frappé des civils à Soumy devraient «s'agenouiller devant le monde», déclare Maria Zakharova – RT 16 avr. 2025

Limogeage d'Artioukh : un aveu de responsabilité selon Zakharova

Selon Maria Zakharova, la décision de Volodymyr Zelensky de démettre Artioukh de ses fonctions constitue un aveu de culpabilité. Elle affirme que cette mesure tente de détourner la responsabilité du pouvoir central ukrainien en la rejetant sur une personne en particulier, alors que la faute serait systémique. Elle écrit : « *Zelensky a confirmé toutes les accusations en limogeant Artioukh, rejetant ainsi sur lui la responsabilité de ce nouveau crime de guerre — dirigé cette fois contre ses propres citoyens* ».

Dans son message, Maria Zakharova accuse Kiev de manipuler l'opinion publique en présentant cette frappe russe pourtant ciblée comme une attaque contre des civils. Elle soutient que la cible était pleinement légitime du point de vue militaire et que des civils n'auraient jamais dû s'y trouver. Le fait même qu'ils aient été utilisés comme bouclier prouverait, selon elle, la stratégie du régime de Kiev visant à manipuler chaque frappe russe dans des opérations de propagande.

Elle ajoute: « *Quand la réunion des militaires a été liquidée — tous ont accusé la Russie d'une seule voix unie. Et lorsque l'on a découvert que ces criminels avaient été volontairement couverts par des enfants, tout le monde s'est tu* ».

J-C – On aura une pensée toute particulière pour tous les partis ouvriers du mouvement ouvrier qui se sont compromis à jamais (si besoin était encore !), en accusant la Fédération de Russie d'avoir déclenché cette guerre, et qui affirment du bout des lèvres qu'elle partagerait avec l'Ukraine la

responsabilité des conséquences graves ou dramatiques qui en ont découlées pour la population russe et ukrainienne, alors que les faits démontrent amplement que cette responsabilité incombait entièrement à l'OTAN et sa branche politique, l'UE, à l'impérialisme américain, à l'oligarchie financière anglo-saxonne qui trône au sommet du capitalisme.

Par soucis d'honnêteté et de la vérité, j'ai toujours refusé d'adopter ce discours ou cette position favorable à l'OTAN. Les social-patriotes-impérialistes ou traîtres à notre cause, au socialisme ne sont pas toujours ceux qu'on croit malheureusement, qu'il me soit permis de ne pas en faire partie.

Que les lecteurs ou militants ne soient pas en mesure de comprendre, que le véritable internationalisme prolétarien ne consiste pas à renvoyer systématiquement dos-à-dos les belligérants d'un conflit ou à tirer un trait d'égalité entre eux sous prétexte qu'ils n'appartiendraient pas à notre camp, leur incapacité à distinguer les réels enjeux d'un conflit dont les intérêts débordent bien au-delà du champ de bataille, les amène à manquer singulièrement de mesure et de discernement, pour finalement tout confondre.

Désorientés, ils en arrivent à croire que décrire honnêtement les faits ou la situation que l'OTAN et les médias s'emploient à déformer quotidiennement, signifierait prendre parti pour l'un ou l'autre belligérant, là en l'occurrence, en ce qui me concerne, me ranger au côté de la Fédération de Russie. Ce procédé pourrait relever du procès d'intention, puisque je n'ai jamais manifesté mon soutien à la Russie et encore moins à Poutine, je me suis contenté de montrer le traitement partial ou inégal dont ils faisaient l'objet, en ayant à l'esprit qu'en arrière-plan, il était destiné à manipuler la conscience des masses dans la perspective de les faire adhérer à une éventuelle « *économie de guerre* » ou leur faire accepter sans broncher l'augmentation du budget de la Défense au détriment des budgets sociaux.

Tout le monde devrait reconnaître que la propagande de guerre et les grotesques mensonges auxquels se livrent Macron et l'OTAN sur les intentions de la Russie, reposent sur cette falsification de la réalité que je dénonce inlassablement, par conséquent, les lecteurs et les militants devraient ouvrir les yeux et se rendre compte qu'au sein du mouvement ouvrier je suis l'un des seuls à les combattre véritablement, à me situer sur le terrain du socialisme.

Par ailleurs, je sais depuis le début, que cela devrait revenir à la classe ouvrière russe et ukrainienne de mettre un terme à cette guerre, et non à Zelensky ou à Poutine ou à je ne sais pas qui d'autres, mais elles en sont incapables malheureusement du fait que le mouvement ouvrier international est complètement gangrené par l'opportunisme, y compris en France, elles ont été réduites à l'impuissance. C'est un aspect important de la situation qu'on ne doit pas négliger, au côté duquel vos dirigeants passent systématiquement, vous aurez compris pourquoi, mais il n'est pas le seul.

Car pour autant, il faut faire attention à ne pas confondre la nature, les intentions ou les objectifs de l'OTAN qui demeurent le démantèlement de la Fédération de Russie, le pillage de ses ressources et le renversement de Poutine pour y parvenir plus facilement, d'où cette guerre dont les peuples ukrainien et russe sont les otages, tous les peuples en somme, puisque cette guerre a des répercussions sur l'économie mondiale.

Dites-moi franchement, quel peuple aurait intérêt au démantèlement de la Fédération de Russie, quelles en seraient les conséquences pour tous les peuples de l'Europe, voire du monde entier, tous ceux dont les Etats commerçaient avec la Russie, je pense aux Africains principalement ? Croyez-vous qu'ils bénéficieraient d'un meilleur traitement de la part des puissances impérialistes occidentales et leurs multinationales si elles prenaient le contrôle de la Russie ? Vous connaissez la réponse, elle est négative assurément.

Alors dites-moi, pourquoi devrais-je m'en prendre particulièrement à la Russie ou au même titre que l'OTAN, fournissez-moi un seul argument et je me rangerais à votre position ? Il n'en existe pas, hormis ceux falsifiés de l'OTAN, qui relèvent autant de la propagande politique que les oripeaux de l'internationalisme prolétarien agités par les parasites du mouvement ouvrier, principe fossilisé ou qui n'a plus qu'une valeur purement dogmatique depuis qu'ils s'en servent pour cautionner le bombardement de la Libye de Kadhafi en 2011 au lieu de soutenir le régime libyen, le plus progressiste d'Afrique.

On va enfoncer le clou encore plus profondément. Après cela, ceux qui feront semblant de ne pas avoir compris ce que je viens d'expliquer, sont incurables, on ne peut rien pour eux.

Je ne confonds pas non plus une alliance militaire, l'OTAN, avec un Etat indépendant, la Fédération de Russie dont le chef de l'Etat élu défend la souveraineté, sans qu'on soit obligé de partager son idéologie ou sa politique qui sont deux choses différentes, qu'il n'y a pas lieu de confondre ou d'amalgamer à des fins de propagande, qui servent finalement à camoufler des intentions inavouables, à tromper les travailleurs et les militants. Qu'on ne compte pas sur moi pour participer à une telle combine qui relève d'une escroquerie politique.

Je signe ou j'assume mon analyse et mes positions, avec le courant *Le Socialisme*, tout est clair, honnête, net et précis, notre drapeau est sans tache ni bavure.

Totalitarisme et santé.

Accord de l'OMS sur la préparation aux pandémies: un pas en avant malgré les défis - RT 12 avr. 2025, 20:37

Les États membres de l'OMS sont parvenus à un accord sur un cadre visant à mieux prévenir et gérer les futures pandémies. Cet accord, négocié après trois ans de discussions intenses, doit encore être finalisé d'ici 2026. Il s'agit d'une réponse aux lacunes exposées par la crise du COVID-19, mais des divergences persistent sur des questions clés comme le partage des vaccins et le financement. C'est ce qu'a rapporté Reuters en référence à l'Agence France-Presse.

Selon l'agence, les représentants des pays de l'OMS se réuniront à nouveau à Genève le 15 avril pour finaliser le texte et donner leur approbation finale.

En complément.

Après plus de trois ans de négociations, les pays membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont approuvé mercredi 16 avril par consensus un texte historique visant à mieux se préparer et lutter contre les futures pandémies. AFP 16 avril 2025

J-C – J'ignore le contenu exact de ce texte, on y reviendra plus tard, il ne concernerait que le transfert de technologie.

France.

L'État de droit, ce n'est pas l'Etat social des travailleurs mais l'Etat de Macron et des capitalistes qu'incarne la Constitution de la Ve République bonapartiste et antidémocratique, que les représentants corrompus du mouvement ouvrier et la racaille de la société civile appellent à défendre.

Il y a deux ans, à l'occasion de l'anniversaire des 65 ans de la Constitution de la Ve République, Laurent Fabius, président du Conseil constitutionnel, a rappelé : «*Qu'il y a dans la Constitution des principes généraux du droit, tels que la Déclaration des droits de l'homme, qui forment les valeurs de la République et sont au-dessus des lois. Il faut les respecter, c'est l'État de droit*».

Condamnation de Marine Le Pen : Paris manifeste pour défendre «l'État de droit» - RT12 avr. 2025

Face aux récentes critiques visant le système judiciaire après la condamnation de plusieurs figures du Rassemblement national, dont Marine Le Pen, une trentaine d'organisations de la société civile et de syndicats ont lancé un appel à la mobilisation pour « *défendre la démocratie* » et « *l'État de droit* ».

« *Nous appelons toutes celles et tous ceux qui partagent ces principes de démocratie à exprimer leur attachement à la justice et à l'État de droit en se rassemblant dans toutes les villes de France* », ont écrit les organisateurs, parmi lesquels on a vu SOS Racisme, France Terre d'asile, la Ligue des droits de l'Homme, la Cimade, SOS Homophobie, Oxfam, Greenpeace, la CGT et Solidaires.

Dans la capitale française, plusieurs centaines de personnes se sont réunies sur la place de la République. Le député du parti « *Europe Écologie Les Verts* » Streevy Gustave a justifié sa présence par la volonté de défendre la démocratie française qui est « *en danger* ».

Anne Baudon, élue communiste à la mairie de Paris, a mis en avant également la nécessité de s'unir.

« *Je suis là comme beaucoup de Parisiens aujourd'hui à la demande du Parti communiste, de la Ligue des droits de l'homme et de la CGT. Je pense que c'est important que ces trois instances soient réunies pour défendre l'État de droit, pour que les juges soient indépendants et pour que la décision de justice qui a été donnée soit respectée. C'est scandaleux ce qui est en train de se faire, y compris par certains médias, de remettre en cause ce que les juges ont décidé* », a-t-elle conclu.
RT12 avr. 2025

Un bide colossal et c'est tant mieux.

BFMTV - Les rassemblements prévus, ce samedi 12 avril, dans plusieurs villes de France pour défendre "la démocratie" et l'"État de droit" n'ont que faiblement mobilisé, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Après les attaques contre la justice ayant suivi la condamnation de plusieurs responsables du RN, au moins une quarantaine de manifestations étaient organisées à l'appel de plusieurs syndicats et associations.

À Marseille, le rassemblement initialement prévu à 14 heures devant la préfecture a finalement été annulé, trop peu d'associations ayant répondu présentes. À Metz, seules quelques dizaines de personnes se sont déplacées dans la matinée. À Bordeaux, la manifestation a rassemblé 260 personnes, selon la préfecture, bien moins que celle défendant la culture rave qui a, elle, mobilisé 3.100 personnes.

À Nantes, environ 200 personnes étaient réunies en milieu d'après-midi devant le palais de justice. À Arras, 80 personnes se sont rassemblées, selon les organisateurs. Pour David Noël, président de la Ligue des droits de l'Homme du Pas-de-Calais, "*ce n'est pas si mal car cela s'est organisé assez rapidement*".

À Lyon, quelque "200 personnes" ont manifesté, selon la préfecture.

L'appel lancé par une trentaine d'organisations de la société civile, parmi ces organisations, SOS Racisme, France Terre d'asile, la Ligue des droits de l'Homme, la Cimade, SOS Homophobie, Oxfam, Greenpeace ou encore la CGT et Solidaires.

Les organisateurs ne s'attendaient pas à drainer des foules, une semaine après la mobilisation lancée par Les Ecologistes et La France insoumise (3.000 personnes à Paris) et boudée par toutes les principales organisations syndicales, les socialistes et les communistes.

"*Les délais étaient trop courts pour s'organiser alors que l'appel a été rendu public mardi*", a souligné Aurélien Boudon (Solidaires). Si les autres grandes centrales syndicales ne se sont pas jointes à l'appel (CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC ou Unsa), les différentes formations de gauche ont, elles, répondu présentes.

Le Parti socialiste était représenté à Paris par son Premier secrétaire Olivier Faure, qui a rappelé qu'il n'y a "*pas de démocratie sans pouvoir et contre-pouvoir*"

Marine Tondelier (Les Ecologistes) et Fabien Roussel (PCF) devaient participer à d'autres mobilisations, en régions. Quant à La France insoumise, elle a indiqué soutenir "*toutes les initiatives prises contre l'extrême droite et ses attaques contre la République*". BFMTV 12 avril 2025

En complément.

De quoi Marine Le Pen a-t-elle été déclarée « coupable » ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 8 avril 2025

<https://www.voltairenet.org/article222030.html>

La doublure de Macron en vadrouille.

BFMTV - Le leader de la France insoumise (LFI) Jean-Luc Mélenchon se rend à partir de dimanche 13 avril et jusqu'au 18 avril au Canada, où il entend exprimer son "*soutien effectif et affectif*" face aux menaces d'annexion du président américain Donald Trump, a-t-il annoncé.

"Comme hier au Rojava, au Liban, en République démocratique du Congo, à Rafah ou en Ukraine, les insoumis sont présents symboliquement sur le terrain pour marquer leur soutien", a déclaré le leader de la gauche radicale française dans un communiqué.

Il souhaite afficher "un soutien effectif et affectif au Canada et à nos cousins québécois exposés aux menaces d'annexion par leur voisin les USA", a-t-il encore indiqué

"Tel est notre altermondialisme: celui des causes communes de l'humanité comme l'inviolabilité des frontières, le respect de la souveraineté des peuples et du droit international. Bref, le non-alignement et la permanence des principes", a encore écrit Jean-Luc Mélenchon. BFMTV 14 avril 2025

Etats-Unis.

«Il cherche toujours à acheter des missiles» : Trump agacé par les demandes d'armes de Zelensky 16 avr. 2025,

Le président des États-Unis a écarté une demande de Volodymyr Zelensky, portant sur 10 systèmes Patriot, qu'il affirmait être «prêt à payer». «On ne déclenche pas une guerre contre quelqu'un qui fait vingt fois votre taille en espérant ensuite qu'on vous fournisse des missiles» a taclé Donald Trump.

Trump « ne veut même pas gagner d'argent avec la défense de l'Ukraine » s'est ému Bild ce 16 avril. Selon le quotidien allemand, le président des États-Unis serait trop « préoccupé » par les négociations « jusqu'à présent infructueuses avec le belliciste Vladimir Poutine » pour se saisir de ce « lucratif » accord.

La raison de cet atermoiement ? La réponse de Donald Trump, le 14 avril, alors en présence du président du Salvador Nayib Bukele dans le bureau ovale, à la question d'un journaliste sur l'« offre » de Zelensky « d'acheter plus de missiles Patriot ».

« Il cherche toujours à acheter des missiles, vous savez », a coupé le président des États-Unis, avant de poursuivre : « écoutez, quand on déclenche une guerre, il faut savoir si on peut la gagner, n'est-ce pas ? On ne déclenche pas une guerre contre quelqu'un qui fait vingt fois votre taille en espérant ensuite qu'on vous fournisse des missiles ».

Le Pentagone sert, l'extrême centre (Rothschild) manifeste son impatience et son mécontentement à l'encontre de l'UE.

The Economist : l'administration Trump «en a marre» de l'aide militaire européenne à l'Ukraine - RT 16 avr. 2025

Des responsables de l'administration du président américain Donald Trump expriment leur lassitude face aux efforts européens visant le renforcement des capacités de défense de l'Ukraine, a rapporté The Economist. Selon l'hebdomadaire, certains collaborateurs du dirigeant américain ont déclaré en privé qu'ils en avaient « marre » de la volonté de l'Europe de continuer à renforcer Kiev.

En outre, *The Economist* rapporte que des représentants du département américain de la Défense ont récemment demandé à un allié européen (sans préciser de quel pays il s'agissait) pourquoi il continuait de fournir une aide militaire à l'Ukraine. Toutefois, selon l'hebdomadaire, cette question a été ignorée.

Le 14 avril, Donald Trump a critiqué l'approche de Volodymyr Zelensky et de l'ancien président américain Joe Biden concernant le conflit en Ukraine. « *Le président Zelensky et Joe Biden l'escroc ont fait un travail absolument terrible en laissant cette mascarade commencer. Il y avait tellement de façons de l'empêcher* », a-t-il lancé.

En Europe, dans le même temps, l'aide militaire à Kiev est dans l'impasse : le 15 avril, le plan de la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Kaja Kallas, a une nouvelle fois échoué, son initiative n'ayant pas réussi à convaincre les dirigeants français, italien et espagnol. L'UE a déclaré qu'elle prévoyait désormais de livrer deux millions de munitions d'ici à la mi-2025 par le biais de contributions nationales.

Les États-Unis annulent les «subventions inutiles» à la «réponse à la désinformation» en Biélorussie et la promotion de «la culture démocratique» en Arménie - RT 16 avr. 2025

Le département d'État américain a annulé 215 millions de dollars de subventions «inutiles», touchant des programmes variés tels que la lutte contre la désinformation en Biélorussie, la promotion de la culture démocratique en Arménie et la diversité des médias pour des programmes comme «*Dégageons les trolls*» au Royaume-Uni.

Parmi les pays étrangers pour lesquels l'aide financière américaine a été supprimée figurent la Grande-Bretagne, la Biélorussie, la Bulgarie, le Brésil, le Liban, la Mauritanie, la Moldavie et d'autres. Ainsi, le Royaume-Uni a perdu une subvention pour la « *diversité des médias* » pour des programmes comme « *Dégageons les trolls* » (Get the trolls out), « *un programme de lutte contre la désinformation* » pour un montant de 5,2 millions de dollars (environ 4,5 millions d'euros).

La Biélorussie ne recevra pas non plus 2,4 millions de dollars (environ 2,1 millions d'euros) pour le programme de « *réponse à la désinformation par un contenu créatif* ». Les « *subventions inutiles* » comprennent également : 2,5 millions de dollars (environ 2,2 millions d'euros) pour « *promouvoir l'engagement civique critique* » en Ouzbékistan, 2 millions de dollars (environ 1,7 million d'euros) pour « *l'élargissement de la durabilité et de l'engagement des journaux* » en Moldavie, et 2 millions de dollars pour « *promouvoir la culture démocratique* » en Arménie.

Donald Trump réclame des sanctions contre CBS après l'interview de Volodymyr Zelensky 14 avr. 2025

Donald Trump a vivement réagi ce week-end à la diffusion de deux reportages sur la chaîne américaine CBS dans le cadre de l'émission « *60 Minutes* ». L'un portait sur l'Ukraine et incluait une interview du président Volodymyr Zelensky, l'autre sur la question du Groenland. Selon Trump, ces segments constituent une attaque directe contre sa personne et sa politique. Il accuse la chaîne d'agir comme un organe politique déguisé.

« *CBS est hors de contrôle à un niveau jamais vu auparavant et doit payer un prix fort* », a-t-il écrit sur sa plateforme Truth Social. Le président a également appelé le président de la Commission fédérale des communications (FCC), Brendan Carr, à retirer la licence de diffusion de la chaîne et à lui infliger les sanctions maximales.

Donald Trump affirme que son nom est régulièrement mentionné dans « *60 Minutes* » de façon « *désobligeante et diffamatoire* ».

Volte-face de Donald Trump sur les smartphones : "Les plus grandes entreprises de la tech américaine sont complètement dépendantes de sites de production chinois", selon un économiste - franceinfo/AFP 12 avril 2025

Son administration a publié une liste d'une vingtaine de produits informatiques et de téléphonie qui en seront finalement exemptés.

Les hausses de droits de douane, censées inciter les entreprises à relocaliser aux Etats-Unis, risquent surtout de faire flamber les prix pour les consommateurs : le smartphone le plus vendu aux Etats a sa puce fabriquée à Taïwan, sa caméra au Japon, son écran en Corée du Sud. Mais l'appareil est assemblé en Chine. Avec les nouvelles taxes, son prix aurait doublé. franceinfo/AFP 12 avril 2025

Complément ou correction.

Smartphone, ordinateur... Il y aura finalement des droits de douane séparés pour ces produits chinois - 20minutes.fr 13 avril 2025

Nouveau rebondissement dans la guerre commerciale qui oppose les Etats-Unis à la Chine. Des droits de douane seront appliqués dans « *un mois ou deux* » sur les smartphones, ordinateurs ainsi que sur les semi-conducteurs a déclaré le secrétaire au Commerce américain ce dimanche 13 avril.

Ces droits de douane sectoriels « *ne sont pas compris dans les droits de douane réciproques* » et seront mis en place "*dans probablement un mois ou deux*", a expliqué Howard Lutnick, secrétaire américain au Commerce, sur la chaîne ABC ce dimanche.

Autre complément.

Les États-Unis importent environ 100 milliards de dollars d'ordinateurs, de smartphones et d'équipements de fabrication de puces électroniques en provenance de Chine chaque année.

Au total, 439 milliards de dollars de marchandises ont été importées de Chine aux États-Unis en 2024.

Cela signifie qu'environ 23 % de toutes les importations chinoises aux États-Unis sont désormais exemptées de « *droits de douane réciproques* ». Il s'agit d'un revirement radical de la politique tarifaire. brunobertez.com 13 avril 2025

NVIDIA va investir 500 milliards de dollars dans des «usines d'IA» aux États-Unis 14 avr. 2025

NVIDIA a dévoilé ce 14 avril via un communiqué de presse sur son site officiel un vaste programme industriel pour fabriquer intégralement ses supercalculateurs d'intelligence artificielle aux États-Unis. Selon Reuters, l'entreprise prévoit d'investir jusqu'à 500 milliards de dollars dans les quatre prochaines années pour bâtir ce qu'elle appelle une nouvelle infrastructure pour l'Intelligence Artificielle. Ce plan repose sur des partenariats avec les géants asiatiques de l'industrie électronique comme Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC), Foxconn, Wistron, Amkor et SPIL.

D'après le communiqué officiel de l'entreprise, la production des puces Blackwell a déjà commencé dans les installations de TSMC à Phoenix, en Arizona. En parallèle, deux usines spécialisées dans l'assemblage des superordinateurs sont en cours de construction au Texas : l'une à Houston avec Foxconn, l'autre à Dallas avec Wistron. Le démarrage à grande échelle est prévu d'ici 12 à 15 mois.

Russie.

Le rouble en tête des devises mondiales, selon Bloomberg - RT 15 avr. 2025

C'est un retournement symbolique et stratégique sur les marchés des changes : le rouble russe s'impose, à la mi-avril 2025, comme la devise la plus performante au monde. Selon un article publié ce 15 avril par Bloomberg, la monnaie russe a progressé de 38 % par rapport au dollar américain depuis le début de l'année. Une performance qui dépasse même celle de l'or et qui interpelle dans le contexte actuel de guerre économique.

Vidéo. Lavrov dévoile la trahison de l'occident : l'Europe a perdu sa souveraineté

https://www.youtube.com/watch?v=n-B1xBwi_0Y

La rencontre entre Poutine et Witkoff a duré 4h30 - RT 11 avr. 2025

Le président russe Vladimir Poutine s'est entretenu avec l'envoyé spécial américain Steve Witkoff le 11 avril à Saint-Pétersbourg. La rencontre a duré 4h30. Auparavant, Steve Witkoff a rencontré Kirill Dmitriev, directeur du Fonds russe d'investissement direct et envoyé spécial du président russe. RT 11 avr. 2025

RT - Le 12 avril, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a évoqué l'avancement des pourparlers avec l'administration Trump. *« J'ai eu quelques échanges avec les membres de l'administration de Washington. Et j'ai apprécié le message qu'ils transmettaient. [...] Les États-Unis reconnaissent que d'autres pays possèdent également leurs intérêts nationaux. Ces intérêts ne coïncideront jamais entièrement – peut-être que la moitié différera – mais lorsque les intérêts, surtout ceux des grandes puissances, convergent, il est indispensable de trouver des moyens de les concrétiser dans des projets économiques, logistiques et autres initiatives mutuellement bénéfiques*

», a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères le 12 avril lors du Forum diplomatique d'Antalya. RT 13 avril 2025

Sanctions contre la Russie : la chute silencieuse des dirigeants occidentaux - RT 13 avr. 2025

Les sanctions économiques imposées à la Russie depuis 2022 se révèlent inefficaces et ne remplissent pas leurs promesses initiales, selon une récente tribune publiée par The Guardian. Le journal britannique établit un parallèle entre ces mesures coercitives contemporaines et la « diplomatie de la canonnière » du XIXe siècle, une pratique qui visait à contraindre les États ciblés à infléchir leur politique. Il est également souligné que les sanctions économiques, loin d'affaiblir les gouvernements visés, semblent paradoxalement renforcer la stabilité politique de certains pays concernés.

Par ailleurs, le journal établit un parallèle entre ces mesures et la guerre tarifaire économique, mais que sa finalité reste floue. Selon l'article, les pays européens critiquent le président américain pour avoir utilisé cet instrument, alors qu'eux-mêmes l'utilisent depuis des décennies. Le bilan dressé par le journal est sans appel : les sanctions économiques restent un outil dont l'efficacité réelle sur les choix politiques des États ciblés demeure limitée et controversée.

D'après l'analyse du quotidien britannique, un autre constat s'impose : une majorité de dirigeants occidentaux ayant activement soutenu ou imposé des sanctions contre Moscou en 2022 ont, depuis, quitté la scène politique.

Par exemple, en Grande-Bretagne, le Premier ministre britannique Boris Johnson a démissionné à l'été 2022, bientôt suivi par Liz Truss, dont le mandat n'a duré que 49 jours. Le Premier ministre italien Mario Draghi a été contraint de remettre sa démission en juillet 2022. Aux Pays-Bas, Mark Rutte a annoncé sa démission à l'été 2023, sur fond de crise gouvernementale. Quant au chancelier allemand Olaf Scholz, après une période marquée par une impopularité croissante, il a perdu un vote de confiance au Bundestag, ce qui a ouvert la voie à des élections le 23 février 2025. Son parti, le SPD, est passé à la troisième place pour la première fois depuis 1933 et a obtenu moins de 20 % des voix, ce qui constitue son plus mauvais résultat en termes de part de voix depuis les élections fédérales de 1887.

Pendant ce temps, la Russie reste le pays le plus sanctionné au monde. D'après le président russe Vladimir Poutine, les pays occidentaux ont imposé 28 595 sanctions à la Russie, contre des personnes et des entités.

« Je propose de partir des considérations suivantes qui sont à vrai dire bien visibles. Les sanctions ne sont pas des mesures temporaires ou ponctuelles, il s'agit d'un mécanisme de pression stratégique et systémique sur notre pays. Quelle que soit l'évolution de la situation, quel que soit le paradigme des relations internationales, nos concurrents chercheront toujours à contenir notre pays, à affaiblir ses capacités économiques et technologiques. Il est à noter que si auparavant les soi-disant élites occidentales essayaient de prêter à cette confrontation ne serait-ce qu'un semblant de décence, aujourd'hui il semble qu'ils n'aient même plus besoin de faire semblant, et ils n'en ont pas l'intention. Non seulement ils menacent régulièrement la Russie de nouvelles sanctions mais ils en sortent régulièrement de nouveaux paquets. Nous avons comme l'impression que leurs initiateurs eux-mêmes ont perdu le compte du nombre de restrictions qu'ils ont imposées et contre

qui », a-t-il déclaré lors du XXXIVe congrès de l'Union des industriels et des entrepreneurs de Russie qui s'est tenu à Moscou le 18 mars.

Pourtant, malgré ce « *record* », les indicateurs économiques publiés par les autorités russes montrent une stabilité, voire une croissance. Le PIB de la Russie a augmenté de 4,1 % en 2024, un rythme supérieur à celui des pays du G7. Le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak a déclaré en février 2025 que l'économie russe avait progressé de 8,4 % sur deux ans, tandis que la zone euro n'avait enregistré que 0,8 %. Il a également précisé que le PIB nominal était passé de 107 000 milliards de roubles en 2020 à près de 200 000 milliards en 2024, avec l'objectif d'atteindre 300 000 milliards d'ici à 2030. De plus, il convient de noter qu'en termes de PIB à parité de pouvoir d'achat, la Russie a dépassé le Japon en 2024 et occupe désormais la quatrième place, derrière les États-Unis, la Chine et l'Inde.

Vladimir Poutine annonce un investissement de 87 milliards d'euros pour renforcer la flotte militaire russe - RT 12 avr. 2025

Vladimir Poutine a annoncé ce 11 avril lors d'un conseil stratégique à Saint-Petersbourg, un budget de 8 400 milliards de roubles (environ 87 milliards d'euros) pour les forces navales russes sur dix ans. L'objectif: munir la Russie d'une marine renforcée, dotée d'armements de pointe et soutenir ses forces nucléaires stratégiques.

La Russie augmente ses exportations de céréales vers l'Afrique - RT 12 avr. 2025

Les exportations de céréales russes à destination des pays africains ont fortement augmenté au premier trimestre de l'année 2025, par rapport à la même période l'année précédente. Les livraisons vers le Nigeria, par exemple, ont quadruplé pour atteindre 210 000 tonnes, a annoncé jeudi Rosselkhoznadzor, agence de surveillance agricole russe.

Selon FGIS Argus-Fito, cité par Rosselkhoznadzor, les exportations de céréales et de produits dérivés se sont élevées à un total de 11,8 millions de tonnes entre le 1er janvier et le 6 avril.

Les importations de blé russe en Tunisie ont bondi de 78 %, atteignant 191 000 tonnes, celles du Maroc ont augmenté de 72 %, s'élevant à 147 000 tonnes et celles du Mozambique ont été multipliées par douze, totalisant 74 000 tonnes. « *Les exportations de blé (373 000 tonnes) vers Israël, le Bangladesh, le Sénégal et le Togo, ainsi que les exportations d'orge (127 000 tonnes) vers l'Arabie saoudite, Israël et la Libye, ont débuté depuis les ports de la région de Leningrad* », a précisé l'agence.

Ces dernières années, les exportations de céréales russes vers l'Afrique ont connu une croissance considérable. En 2024, le président russe Vladimir Poutine a fixé comme objectif une augmentation des exportations agricoles de 50 % d'ici 2030 par rapport au niveau de 37 milliards de dollars en 2021.

Le mois dernier, le ministère russe de l'Agriculture a indiqué que les exportations de denrées alimentaires russes vers les pays africains avaient dépassé 7 milliards de dollars en 2024, soit une hausse de 19 % par rapport à 2023.

Selon Agroexport, agence russe d'exportations de produits agricoles, la Russie a livré des produits alimentaires à 45 pays africains, l'Égypte étant le plus grand importateur.

Les exportations vers ce pays, dont le blé, les huiles de tournesol et de soja, les légumineuses, les graines de lin, la mélasse et les levures, ont augmenté de 21 % en valeur, a indiqué Agroexport.

L'Algérie occupe la deuxième place parmi les importateurs de produits alimentaires russes, suivie par la Libye, le Kenya et la Tunisie, indiquent les données de l'agence. Les céréales, principalement le blé, l'orge et le maïs, représentent 87 % de l'ensemble des exportations des produits alimentaires vers le continent. Les exportations de produits laitiers ont également connu une croissance notable l'année dernière.

L'année dernière, la Russie a devancé la France en tant que premier fournisseur de blé au Maroc. Selon Rouslan Khassanov, chef du Centre d'évaluation de la qualité des céréales de Moscou, les raisons en sont la compétitivité des prix et les stocks limités de la France. Hormis les pays africains, les livraisons de sarrasin de Russie vers la Chine ont triplé pour atteindre 127 000 tonnes, selon Rosselkhoznadzor.

Palestine occupée.

Guerre à Gaza: Washington approuve une nouvelle livraison d'armes à Israël – RT 15 avr. 2025

Le 14 avril 2025, l'administration américaine a approuvé une nouvelle livraison d'équipements militaires à Israël, renforçant son soutien à son allié au cœur du conflit à Gaza.

Selon des informations relayées par Al Jazeera, cette décision inclut l'envoi de plus de 20 000 fusils d'assaut M4, une vente initialement retardée sous l'administration Biden par crainte d'une utilisation par des colons extrémistes en Cisjordanie. Ce transfert, estimé à plusieurs millions de dollars, s'inscrit dans une série d'approbations accélérées depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump en janvier 2025.

Argentine.

L'Argentine reçoit 42 milliards de dollars d'aide financière internationale - librentreprise.ma 12 avril 2025

L'Argentine a reçu vendredi un ballon d'oxygène de la part du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale (BM) et de la Banque interaméricaine de développement (BID), avec pas moins de 42 milliards de dollars au total. Un soutien présenté comme un « *important vote de confiance* » envers le Gouvernement.

Le prêt du FMI était attendu et s'élève à 20 milliards de dollars comme annoncé un peu plus tôt dans la soirée par le ministre argentin de l'Economie, Luis Caputo. Validé par le conseil d'administration du Fonds.

La surprise est venue en revanche de la BM, qui a annoncé dans le même temps une aide de 12 milliards de dollars au pays andin, afin de « *soutenir les réformes qui continuent d'attirer le secteur privé et renforcer les mesures mises en place pour promouvoir les créations d'emplois* ».

Quant à la BID, elle devrait accorder jusqu'à 10 milliards de dollars sur trois ans au gouvernement argentin, après validation par son conseil d'administration.

En complément.

L'Argentine est une poudrière sur le point d'exploser par Eduardo Vasco - Mondialisation.ca, 07 avril 2025

Ce n'est pas une nouveauté en Argentine. Depuis 1958, le pays a signé 22 accords avec le FMI. Le président actuel cherche à obtenir le 23e paquet de dettes avec l'organisation internationale des banquiers. L'Argentine doit près d'un tiers de tous les prêts du FMI.

Les observateurs les plus attentifs ont toujours su que cette dette ne serait jamais remboursée. Mauricio Macri, dont tout le monde pensait qu'il ne serait pas dépassé en matière de capitulation, a conclu un emprunt record en 2018. L'argent du plan de sauvetage négocié par Alberto Fernández en 2022 a été utilisé uniquement et seulement pour rembourser les prêts précédents. Bien sûr, pas la dette elle-même, mais les intérêts et les amortissements faramineux.

D'où la démoralisation totale du péronisme, qui dénonce aujourd'hui la rapacité mileiste et promet de ne pas reconnaître la nouvelle dette lorsqu'il reviendra au gouvernement. Pure démagogie électorale. Les politiciens péronistes ont également servi de capitaines de brousse au cours de ces presque 70 années d'asservissement du peuple argentin au FMI. Les solutions qu'ils ont proposées n'ont fait que tromper les travailleurs et les étudiants sans s'attaquer à la racine du problème.

https://www.mondialisation.ca/largentine-est-une-poudriere-sur-le-point-dexploser/5697631?doing_wp_cron=1744784107.9448299407958984375000